



Belgalmage



DR



Internet



RTBF



DR

FN, Cockerill, Browning, Forges de Zeebrugge... toutes ces entreprises d'armement vivent largement grâce aux commandes de l'Arabie saoudite. Riyad a dépensé 3,1 milliards en Belgique. L'industrie de l'armement génère 3.600 emplois au sud du pays. La stratégie machiavélique de l'Arabie nous a piégés.

Le Belgo-Marocain Fouad Belkacem a été déchu de sa nationalité belge en octobre dernier. Il se serait marié en prison, où il vit depuis bientôt six ans, pour éviter son extradition. Il était le leader du groupe terroriste Sharia4Belgium. Il s'est formé au salafisme – une vision très intégriste de l'islam – sur le Net. Un de ses proches a suivi des études religieuses en Arabie saoudite. Ensemble, ils infiltraient la communauté musulmane à Anvers et Bruxelles, mais leurs idées étaient importées d'Arabie. Comme celles de l'imam Ilias Azaouaj, l'un des premiers prédicateurs à se rendre en Syrie pour inciter des djihadistes belges à le suivre. Il s'est radicalisé auprès de trois organisations financées à Bruxelles par les Saoudiens, dont la Grande Mosquée du Cinquantenaire, via la Ligue islamique mondiale basée à La Mecque. Azaouaj aurait été décapité en 2014 par l'État islamique qui voyait en lui une taupe des services secrets étrangers. Au même moment, la police belge a vainement

cherché à délimiter la zone de contagion au salafisme sur notre sol. Début 2014, une perquisition a été menée dans une librairie attenante à la mosquée Kouba de Schaerbeek. Sous le comptoir, cette consigne manuscrite relative à la tenue du magasin : « Ne pas divulguer d'informations concernant la structure ». Cachés derrière des rayonnages d'ouvrages incitant au combat armé, des équipements militaires destinés à de jeunes recrues belges. Najim Laachraoui est passé par là. Il est l'un des deux kamikazes à s'être fait sauter à l'aéroport de Zaventem le 22 mars 2016. Laachraoui mis à part, ces cas ne sont pas exceptionnels. L'Ocam, organisme indépendant chargé de jauger le niveau de menace terroriste, a écrit ceci, à titre confidentiel, six mois après les tueries de Bruxelles : « Tant au niveau de l'analyse des attentats islamistes de ces quinze dernières années que de la situation spécifique en Syrie, nous trouvons presque toujours un lien avec l'islam salafiste professé en Arabie saoudite ou dans les États wahhabistes du golfe Persique. »

Qu'il s'agisse de l'idéologie, des sources de financement ou du mode de recrutement des combattants.

### « IL FAUDRAIT »

À propos de cette Arabie saoudite si ambiguë à qui la Belgique avait naïvement remis les clefs de la mosquée du Cinquantenaire il y a 50 ans et, au passage, le contrôle sur l'exercice du culte musulman (lire notre édition du 27 mars), la plupart des partis de pouvoir ont préféré se voiler la face. Le réveil brutal date de la commission parlementaire de 2016-2017, chargée de diagnostiquer la cause des attentats. Depuis ce moment, le monde politique nage entre l'effacement et la fermeté. Mais il hésite encore, c'est sûr.

À qui confier la Grande Mosquée de Bruxelles ? « Rien n'est clair, sauf que l'Arabie saoudite ne cédera rien de son pouvoir d'influence. Nous nous sommes laissés bernés par ce puissant partenaire économique. Et ce n'est pas terminé. Il n'y a aucun contrôle public sur l'argent qui sert à financer les prédicateurs radi-

caux », prévient le député CDH Georges Dallemagne, l'un des seuls politiciens à oser un discours clair alors que son parti est au pouvoir en Région wallonne et à Bruxelles. La Belgique est ce qu'elle est. Timide dans sa diplomatie, morcelée au niveau de ses institutions. Illustration : le Parlement fédéral a décrété l'embargo des ventes d'armes à l'Arabie saoudite, au printemps 2017. C'était soudain, vif, surprenant et quasi unanime. Deux ans plus tard, pourtant, cette résolution reste à l'état d'intention : ce sont les Régions qui attribuent les licences d'exportation de matériel militaire, sans la transparence souhaitable et, en Wallonie, le ministre-président libéral Willy Borsus, un rien plus téméraire que son prédécesseur socialiste Paul Magnette, certes, estime tout au plus qu'« il faudrait arrêter de vendre des armes à l'Arabie ». Sans aller jusqu'à interdire.

### LE PAYS QUI « FOUETTE OU DÉCAPITE »

La Flandre politique se voudrait plus vertueuse. Mais là aussi, les arguments économiques pèsent lourd. L'agence flamande de promotion du commerce extérieur (Flanders Investment & Trade) était censée se rendre en Arabie saoudite à la fin de ce mois de mars pour y guider une brochette d'hommes d'affaires. Le ministre-président flamand Geert Bourgeois (N-VA) a d'abord laissé faire, indiqué que son gouvernement n'était pas associé, expliqué qu'il s'agissait de produits banals et finalement empêché ce mini-trip compromettant. « Contrairement aux firmes wallonnes, qui produisent des armes de poing, des munitions ou des tourelles pour blindés, l'industrie flamande est spécialisée dans les composants à haute valeur technologique, intégrés dans des commandes plus larges assumées par les États-Unis ou le Canada », commentent les chercheurs Diederik Cops et Nils Duquet, issus du Vlaams Vredesinstituut, financé par le

Parlement flamand. En clair, ces ventes sont moins spectaculaires et délicates. Il n'empêche : l'an dernier, à la télévision, Diederik Cops a déclaré que ces livraisons indirectes étaient très difficiles à tracer et qu'« il n'est pas exclu que des composants flamands puissent se retrouver dans des tanks arabes » engagés dans des conflits sanglants avec les pays voisins.

Dans « Le Soir » du 20 juin 2018, une carte blanche publiée par Philippe Hensmans (Amnesty International), Naïma Regueras (Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie) et Olivia Venet (Ligue des Droits humains) dénonçait clairement l'opportunisme des ventes d'armes : « Le meilleur client de la Wallonie, l'Arabie saoudite, enferme, fouette ou décapite ses opposants politiques, féministes ou blogueurs. Elle commet des crimes de guerre au Yémen depuis trois ans sur une échelle invraisemblable. Ce pays (voisin) a subi plus de 15.000 raids aériens depuis mars 2015 – l'équivalent d'un bombardement toutes les 90 minutes – tandis que plus d'un tiers de ces attaques ont ciblé des infrastructures civiles. » C'était avant que le journaliste arabe Jamal Khashoggi soit découpé en morceaux dans un consulat de son pays, à Istanbul, en octobre dernier, par un commando qui aurait été téléguidé par le régime saoudien. Depuis, le malaise mondial n'a fait qu'augmenter vis-à-vis de l'allié historique des États-Unis. Forçant la Belgique et ses Régions à se positionner clairement, tout au moins en matière d'armement. Toutefois, rien ne vient.

### L'HYPER-DÉPENDANCE

Évidemment, la vérité des chiffres est éclatante. Préparant l'après-pétrole, poursuivant sa lutte de prestige pour le contrôle du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite veut développer sa propre industrie de l'armement. Pour l'heure, elle importe énormément. Entre 2007-2011

et 2012-2016, selon le Grip (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), les achats d'armes effectués par l'Arabie ont augmenté de 212 %. Seul le petit État voisin d'Oman l'empêche d'occuper la première place au classement des plus gros importateurs mondiaux de matériel militaire. Ces quinze dernières années, Riyad a dépensé 57 milliards d'euros auprès de l'Union européenne, dont 3,1 milliards en Belgique. En volume et en emplois, les firmes wallonnes rassembleraient jusqu'à 75 % du gâteau. Pas seulement la Fabrique Nationale de Herstal, mais aussi Mecar, Browning International, les Forges de Zeebrugge et surtout CMI (Cockerill Maintenance & Ingénierie, à Seraing), dont une méga-commande de quelque 400 millions d'euros, datant de 2014, reste aujourd'hui en suspens.

Depuis des lunes, il leur est demandé de diversifier leur production, d'élargir leur clientèle. Cet appel résonne comme un cri dans le désert malgré l'implication des pouvoirs publics wallons dans l'actionnariat de ces firmes (la Région wallonne contrôle à 100 % la FN). Au sud du pays, selon les estimations du Grip, l'industrie de l'armement génère 3.600 emplois directs et mobilise forcément le lobby syndical, essentiellement en région liégeoise. La perte du client arabe obligerait ce secteur wallon si sensible à survivre sur une jambe. Ceci explique cela... Dans le livre « D' Saoud et M' Djihad », publié en 2016 par le spécialiste de l'Arabie saoudite Pierre Conesa, la stratégie machiavélique de ce pays capable de s'imposer à l'étranger « sans apparaître comme un ennemi » considère la Belgique, la Wallonie, leur besoin d'écouler des armes, leur négligence face au salafisme, comme une sorte de talon d'Achille de l'Europe.

Philippe Engels

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

# Le supplice arabe

**Entretenir une diplomatie « normale », vendre des armes à un pays qui nourrit l'islam radical sur notre sol : le piège d'Arabie saoudite s'est refermé sur la Belgique. Suite de notre enquête.**